

Article

« RECLUS : contenu et signification d'une entreprise géographique »

Roger Brunet

Cahiers de géographie du Québec, vol. 32, n° 86, 1988, p. 121-133.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/021951ar>

DOI: 10.7202/021951ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

RECLUS : CONTENU ET SIGNIFICATION D'UNE ENTREPRISE GÉOGRAPHIQUE

par

Roger BRUNET

*GIP Reclus, Maison de la Géographie,
17, rue Abbé-de-l'Épée, 34000 Montpellier, France*

RÉSUMÉ

La création de RECLUS, Réseau d'études des changements dans les localisations et les unités spatiales, est la plus importante nouveauté institutionnelle des années 80 dans la géographie française. Elle n'est pas la seule, puisque d'autres équipes sont apparues ou se sont recomposées ; toutefois, la plupart de ces autres équipes ont des liens étroits avec RECLUS. L'expérience en question, par ce qu'elle apprend sur le statut et le mouvement de la géographie, vaut sans doute d'être analysée.

MOTS-CLÉS : RECLUS, recherche géographique, communication, entreprise géographique.

ABSTRACT

RECLUS : Content and Meaning of a New Venture in Geography

The creation of RECLUS, Réseau d'études des changements dans les localisations et les unités spatiales, which can be translated by « Network for the Study of Changes in Locations and Spatial Units » is the most important venture in French Geography for the 1980's. It is not the only one, of course, since other teams have been formed or reorganized : however, most of these have close links with RECLUS. The experiment, for what it reveals concerning the status and current thrust of geography needs to be analysed.

KEY WORDS : RECLUS, geographical research, communication, geographic venture.

*

* *

POUR QUOI ET COMMENT FAIRE ?

Fondations

En 1981, le nouveau gouvernement français, issu des élections de mai-juin, décidait d'accorder une priorité à la recherche. Le Ministre (J.-P. Chevènement)

organisait un vaste mouvement de réflexion, suscitant partout en France des Assises régionales de la recherche, convergeant vers un grand Colloque national qui s'est tenu en février 1982. J'étais alors son conseiller pour les sciences sociales et, comme il était apparu que celles-ci, en difficulté depuis quelques années, avaient eu du mal à élaborer des perspectives dans cet immense débat où elles étaient très minoritaires, nous avons décidé de prolonger le Colloque en demandant à Maurice Godelier, anthropologue, d'établir un rapport spécifique sur les sciences sociales.

La commission réunie par Godelier a travaillé de février à mai. Tout en supervisant l'ensemble, assurant la liaison avec le Ministre, je m'y suis chargé spécialement de la géographie. Une enquête a été lancée auprès de 150 géographes, dont Catherine Rhein et moi-même avons analysé les réponses. Les résultats ont été immédiatement publiés dans le Bulletin d'Intergéo. De nombreuses discussions suivirent, avec des groupes de géographes actifs, que l'on trouvait dans les sphères de *L'Espace géographique*, du groupe Dupont et de la nouvelle AFDG (Association française pour le développement de la géographie), issue d'Assises propres à la géographie qui s'étaient déjà tenues à Lyon en octobre 1981 ; ainsi qu'avec des représentations syndicales. Des efforts parallèles, mais avec des formes spécifiques, étaient faits pour toutes les autres sciences sociales. Le rapport final représente un gros volume de 400 pages, disponible à La Documentation française (Paris) ; celui que j'y consacrai à la géographie a été également publié dans *L'Espace géographique* la même année (n° 3, p. 196).

Les constatations que l'on en tirait sont donc publiques et chacun peut en juger. Il apparaissait notamment que le statut social de la géographie française n'était pas satisfaisant, que les géographes étaient très partagés, et mal servis par des instances officielles passablement archaïques ; mais que d'importants changements de fond avaient eu lieu, marqués par de considérables progrès et une réelle diversification des méthodes et approches de la recherche ; qu'il était possible d'en accroître le rythme, l'impact et peut-être la profondeur, au prix de quelques incitations et convergences.

Le propre de beaucoup de rapports gouvernementaux est de ne pas être suivis d'effets. Or le Colloque, comme le Rapport Godelier, étaient en train, dès le second semestre de 1982, de donner lieu à nombre de projets sur un budget accru, et dans des voies élargies par la nouvelle Loi d'orientation et de programmation de la recherche qui, issue des travaux des Assises et du Colloque, venait d'être adoptée par le Parlement. Devenu chef du département des sciences sociales au Ministère, j'avais à mettre en place toute une série d'innovations dans des domaines aussi divers que la philosophie, l'esthétique, l'archéologie, l'anthropologie, l'histoire, les recherches sur l'emploi et le travail, la justice, la politique culturelle, les bibliothèques ou l'économie. Il m'aurait paru dommage que l'on n'aidât pas la géographie à tenir son rang et ses promesses. J'ai donc, en concertation avec quelques amis, essayé de tirer de toutes ces réflexions et actions une orientation, un mode d'agir et un projet.

Une première ébauche du projet RECLUS a été mise au point en décembre 1982, et approuvée par le Ministre en février 1983. Le nom a été adopté en mars lors d'une réunion interministérielle. Il a fallu neuf mois de mise au point des aspects juridiques et financiers, une période un peu allongée par un changement de Ministre (L. Fabius) et la nécessité de réexposer l'affaire. Puis six mois encore pour obtenir toutes les signatures des institutions membres, et un nouveau retard dû à un nouveau changement de Ministre, qui à son tour a approuvé le projet (H. Curien)... L'arrêté interministériel décisif date du 24 octobre 1984, mais heureusement les collectivités locales avaient pris à Montpellier les décisions nécessaires dès le mois de mars. En dépit des retards, et de l'originalité des formes juridiques, on n'avait finalement mis que 18 mois ; ce fut vécu comme long, et difficile.

Les fondements

Le projet était parti d'un large constat d'insatisfactions, et d'une évaluation du possible. Il apparaissait que les pouvoirs publics et la collectivité nationale avaient besoin d'une bien meilleure connaissance du territoire national et des territoires voisins, notamment européens, de leurs dynamiques et de leurs lignes de force, afin d'agir, d'investir, de gérer, d'atténuer les disparités au nom d'une solidarité bien comprise. Qu'il fallait pour cela en savoir beaucoup plus sur «ce qui bouge», et le savoir avec finesse et sans retard. Qu'en même temps et pour comprendre ces mouvements, il fallait avoir une idée sérieuse des grandes permanences, des tendances lourdes et des lois de l'organisation territoriale.

Or la France disposait de trop peu d'informations et d'analyses fines sur son propre territoire, à plus forte raison sur l'étranger. Elle y gaspillait des subsides en actions non coordonnées et répétitives. Elle n'avait même pas un véritable Atlas national quelque peu complet, alors que le moindre État se fait un devoir d'en établir et d'en diffuser, et de la meilleure qualité. Pendant ce temps, l'incontestable renouveau de la géographie comme science se faisait en ordre dispersé, sans bénéficier des économies d'échelle et des mérites de quelques synergies, et sans contacts suffisants avec les pouvoirs publics depuis la grande époque de l'aménagement du territoire des années 60. Les relations avec le grand public, les média et l'enseignement n'étaient pas suffisantes.

Pourtant, en même temps, s'épanouissaient les possibilités de traiter l'information, d'utiliser l'ordinateur pour produire massivement des cartes acceptables et des analyses complexes, comme d'ailleurs pour abaisser le coût des publications. Le public, les décideurs et les services d'études demandaient de leur côté de plus en plus d'images des territoires, et de quoi les comprendre : on sentait déjà que l'on allait consommer de plus en plus de géographie, sous ce nom ou sous d'autres. Notre responsabilité était lourdement engagée, jusques et y compris dans l'urgence d'approfondissements théoriques substantiels.

Deux grands changements permettaient alors d'agir : les lois sur la décentralisation (1981), qui assuraient plus de moyens et de devoirs aux collectivités locales ; la Loi d'orientation et de programmation de la recherche et du développement technologique (1982) qui accroissait les crédits, admettait une certaine durée des engagements de l'État, créait des formes juridiques nouvelles.

Les défis

Il va de soi que ces dispositions n'annulaient pas toutes les difficultés. Promouvoir un projet avec des chances de réussir supposait que l'on fît quelques paris, et que l'on relevât quelques défis.

Il fallait proposer un programme attractif, « visible », aboutissant si possible à l'un de ces produits de prestige qui se laissent « inaugurer », et dont les résultats fussent susceptibles d'intéresser les politiques et les technocrates, tout en étant largement communicables : notre conception de la démocratie (le *notre* étant un collectif qui impliquait non seulement des chercheurs mais aussi lesdits politiques et gestionnaires) supposait en effet que les résultats de la recherche ne fussent pas réservés au seul « pouvoir », mais réellement accessibles aux citoyens.

Ce programme devait donc associer étroitement la recherche et la communication : d'entrée de jeu, l'adaptation et la diffusion des résultats de la recherche à divers publics

étaient incluses. Le système mis en place devait pouvoir travailler non seulement pour l'administration et le milieu de la recherche, mais pour les collectivités locales, les entreprises, les associations et si possible pour le grand public.

Attirant pour ses « financeurs », le programme devait l'être aussi pour ses travailleurs : ceux qui auraient à le mener à bien, et qui ne se mobiliseraient que si le jeu en valait la mise. Il faudrait distraire de leurs programmes un nombre suffisant de chercheurs, ou fédérer ces programmes en leur donnant d'autres moyens, une autre dimension, d'autres formes d'expression. Ce ne pourrait être que pour un temps limité, car on ne se mobilise pas énergiquement sur vingt ans ; tout en faisant l'hypothèse que l'impulsion serait décisive pour un changement de pratique, de dimension et de statut durables, qu'il en resterait aussi d'utiles outils, et même des avancées théoriques fraîchement nourries de faits, de terrain et de données.

Il fallait faire, pourtant, sans créations de postes nouveaux : le gouvernement avait décidé de bloquer les effectifs publics, et s'interdisait des recrutements plus ou moins déguisés sous le couvert de contrats à durée limitée. Il fallait donc agir avec les effectifs de chercheurs et d'ingénieurs existants. Il en découlait au moins quatre conditions : travailler en substitution et non en addition de programmes ; travailler en réseau ; doter ce réseau d'un centre, et qui ne fût pas seulement administratif ou de service ; peupler ce centre par redéploiement de personnel déjà en poste.

Ce centre ne pouvait être à Paris. La volonté affirmée de décentralisation s'y opposait, et d'ailleurs facilitait les choses, notamment pour les nouveaux contrats de Plan état-région. D'ailleurs, plusieurs tentatives de restructurer la géographie à Paris, il est vrai plus immobilières que programmatiques, avaient déjà échoué pour diverses raisons. Il fallait donc trouver une implantation en région, dans une ville accueillante et bien équipée.

Il fallait trouver des financements significatifs et hors normes. Pour avoir du sens et des effets, l'opération devait changer l'ordre de grandeur des moyens habituellement disponibles : créer un quatre-vingt-quatorzième laboratoire n'offrait aucun intérêt. Comme chaque organisme de recherche, même mieux doté, avait ses propres besoins et perspectives, il fallait à la fois que les programmes fussent insérés dans ces perspectives, et que l'on trouvât ailleurs des sources de financement inhabituelles, de bon niveau et durables.

Les choix

Cela faisait beaucoup de conditions à réunir, qui ne pouvaient manquer de contribuer à modeler les formes mêmes du projet.

Pour être fécond, celui-ci mise délibérément sur les *dynamiques des territoires*. Le thème en est dans le développé de l'acronyme, lequel a été choisi en hommage à l'un des plus grands géographes français, injustement boudé par l'institution universitaire durant des décennies, et qui avait eu le souci de populariser sa connaissance.

Pour être visible, le projet se cristallise autour de trois programmes limités dans le temps, aboutissant à des produits concrets, qui puissent être évalués, et qui donnent envie d'aller au-delà. *L'Atlas de France* doit combler une lacune béante, mais avec des techniques nouvelles et un certain sens de la mise à jour ; le précédent, au demeurant peu diffusé, remontait à plus de trente ans, et sa conception à l'avant-guerre. *La Géographie Universelle* en comble une autre, puisqu'il n'existe pas au monde une

collection de référence équivalente, et renoue avec une tradition nationale, marquée de demi-siècle en demi-siècle par trois prédécesseurs. *L'Observatoire de la dynamique des localisations* doit permettre de renseigner en temps utile les pouvoirs publics, et les autres, sur « ce qui bouge », partant de l'observation que la France n'a pas de système d'information cohérent et coordonné sur le thème, mais a beaucoup de fichiers qui pourraient être fédérés et impulsés.

La date de 1989 est proposée pour la présentation publique des travaux ; entre temps, elle a perdu la perspective d'une Exposition universelle à Paris, où ces travaux eussent figuré, mais elle a gardé tout le sens du Bicentenaire de la Révolution française. Il va de soi qu'aucun « financeur » public ne pourra attendre 1989 pour avoir quelque idée des produits finaux d'un tel programme, et qu'il faudra donc auparavant, tout en travaillant aux grandes œuvres, produire des résultats significatifs.

Ces trois programmes sont susceptibles d'intéresser nombre de géographes, en leur fournissant des objectifs clairs et relativement proches, des moyens de coopérer, des sources d'information renouvelées et élargies. L'idée de réseau est immédiate, et se trouve dans l'initiale du titre. Le préprojet est diffusé dès le début de 1983, de larges appels d'offres sont faits, des présentations ont lieu dans diverses réunions professionnelles et dans les bulletins d'information (Intergéo), une *Lettre d'informations RECLUS* est diffusée bien avant la création de l'institution, dès juin 1984. Des comités scientifiques se constituent spontanément autour de chacun des deux grands programmes éditoriaux. Très vite, près de quatre-vingt programmes de l'*Atlas de France* sont étudiés. Le programme définitif peut ainsi s'enrichir de l'ensemble des propositions. Il est à remarquer qu'aucune proposition de collaboration n'a été rejetée, même si plusieurs ont dû être remaniées sous l'autorité de ces comités ; naturellement, quelques-uns n'y avaient pas cru, qui se sont réveillés un peu tard. Les équipes ou les personnes dont les programmes sont agréés évaluent leurs besoins, et reçoivent les moyens financiers correspondants.

Le centre du réseau est appelé Maison de la Géographie, ce qui assure une excellente visibilité ; elle est à notre connaissance la seule au monde sous ce titre... Il est dès l'origine conçu comme siège et centre administratif, mais doté d'équipements qui doivent lui permettre d'assurer une part de la production et des services, ainsi que d'une activité propre de recherche.

La ville choisie est Montpellier. En application stricte des théories de la localisation, et conformément à l'évolution même du territoire national, elle représente le meilleur ensemble d'avantages comparatifs. Elle est attractive pour les cadres auxquels il faut faire appel, et qui s'avèrent principalement parisiens : un appel de candidatures au sein du CNRS donne immédiatement près de 80 demandes. Elle a un équipement technique de haut niveau, notamment avec le Centre national universitaire sud de calcul (CNUSC), qui est l'équivalent du Circé d'Orsay pour la moitié méridionale de la France. Elle a un groupe suffisant de géographes de qualité, dont la collaboration est immédiate, et un ensemble respectable de laboratoires de recherche de tous ordres. La ville est en pleine expansion, et ses autorités, ainsi que celles du département et de la région, misent à fond sur les nouvelles technologies et le développement de la recherche. L'accueil est tout de suite positif, amélioré encore par le rôle de Raymond Dugrand, géographe de renom et élu des diverses instances, qui se dépense avec efficacité. Les trois Universités locales coopèrent. Par entente entre les trois collectivités territoriales, un bâtiment est immédiatement mis à disposition, et rénové en trois mois pour accueillir la Maison de la Géographie ; c'est l'École normale de jeunes filles, qui va être désaffectée, et qui appartient au département de l'Hérault. Des extensions sont possibles, et effectivement réalisées par la suite (hiver 1985-86 et printemps 1988).

La structure juridique choisie pour le réseau est celle du Groupement d'intérêt public (GIP). Invention de la loi de 1982, il permet d'associer des partenaires de nature différente, et peut recevoir du personnel mis à disposition par les institutions publiques. Il a la personnalité juridique, peut mener à bien des opérations indépendantes, passer des marchés et vendre ses produits. Il est soumis aux règles de la comptabilité publique, avec agent comptable, contrôleur d'État, commissaire du gouvernement, conseil d'administration et assemblée générale des membres, devant lesquels son directeur est responsable. C'est lourd, ce fut difficile à mettre en place en raison de sa nouveauté et de ses exigences, mais à l'usage c'est un instrument intéressant. Le GIP a un budget annuel mais les engagements de ses membres ont été fixés pour six ans ; le personnel d'État est mis à sa disposition ; il ne peut pas recruter, mais peut évidemment sous-traiter. Le GIP a 25 membres fondateurs ; tous sont des institutions publiques, 19 nationales dont une quinzaine de ministères, et 6 régionales ou locales. Il passe des conventions avec des équipes de recherche et des chercheurs pour leur collaboration aux programmes.

Finalement les défis sont relevés un à un, les obstacles aplanis ou contournés, bien qu'il n'ait cessé de s'en lever de nouveaux chemin faisant. Une bonne vingtaine de personnes candidates sont affectées à plein temps au GIP, dont 3 au bureau qu'il ouvre à Paris, et une à Toulouse ; 5 professeurs de Montpellier et 5 ingénieurs et techniciens de l'ancienne équipe de Dugrand s'installent à la Maison de la Géographie ; peu à peu, le nombre de géographes qui collabore plus ou moins aux programmes monte, jusqu'à largement dépasser 200, plus quelques collègues d'autres disciplines. Les financements promis arrivent peu à peu et presque tous sans érosion notable, permettant au GIP de disposer d'un budget réel de l'ordre de 6 millions de francs par an, hors salaires, dont une partie venant de ses propres recettes. Il s'agit finalement de la principale opération de sciences sociales des années 80, au moins par les moyens rassemblés. Il va de soi que rien n'est jamais gagné, et doit se regagner tous les jours.

LES TRAVAUX

Les travaux, de fait, s'accomplissent sur plusieurs plans.

Les programmes de base

Les trois programmes de base se réalisent à peu près suivant le calendrier prévu.

Premièrement, *L'Atlas de France* sera effectivement publié en 1989 sous l'une de ses formes au moins, le *Grand Livre*, qui comptera environ 130 planches, la plupart de plusieurs cartes, avec commentaires ; les planches seront livrées séparées, sous emboîtement spécial. De nombreuses équipes se sont partagé le travail, qui touche à tous les aspects du territoire : démographiques, sociaux, culturels, économiques, naturels, organisationnels. La quasi-totalité des cartes sont issues de la cartomatique à haute définition et toutes sont en couleurs. Des modalités d'abonnement pour mises à jour seront établies. D'autres formes (grand public, atlas de poche, atlas thématiques, atlas régionaux, départementaux et locaux « permanents », cartes à la demande, téléchargement, vidéotex, disque compact, vidéodisque, disquettes, diapositives, etc.) sont en préparation. Un *Trésor de l'Atlas de France* rassemble la collection de la totalité des cartes disponibles, sur papier et en ordinateur ; son catalogue va être consultable sur Minitel.

Deuxièmement, *La Géographie Universelle*, collection de 10 volumes de 600 pages imprimés en couleurs, avec cartes et photographies, met l'accent sur les grandes structures des régions du Monde, et les dynamiques soutenues. Le premier volume est consacré au Monde de la Géographie (théorie et méthodes) et à la Géographie du Monde. Chaque ensemble est coordonné par un ou plusieurs directeurs, éventuellement entourés de collaborateurs. Le Canada est étudié par Paul Villeneuve et Jean-Bernard Racine. Les premiers volumes paraîtront au cours de l'hiver prochain, la publication devant se faire sur trois ans tout au plus.

Troisièmement, *L'Observatoire de la dynamique des localisations (O.D.L.)* est un programme expérimental. C'est-à-dire qu'il recherche les voies et moyens d'une bonne information en temps réel sur les mouvements des localisations d'activités, équipements, infrastructures de tous ordres, qui ont, à l'échelle considérée, quelque effet structurant sur l'emploi et sur le territoire. Diverses sources, notamment la presse spécialisée, sont testées et évaluées. Des réseaux de coopération sont mis en place dans certaines régions françaises, associant chercheurs, administrateurs et interprofession (chambres de commerce, etc.). Les travaux alimentent un fichier qui compte actuellement près de 40 000 cas, d'où se tirent des dossiers, des études et des cartes, et qui soutient la préparation des deux autres programmes. Les résultats sont très inégaux selon les pays. À l'issue du programme, des conclusions seront tirées sur le devenir de l'opération, les coûts et avantages des diverses solutions possibles.

L'outil

Chemin faisant, RECLUS a créé un outil puissant à la disposition des géographes, puisqu'il dispose de la plus importante base française de données localisées, statistiques ou non, sur la France et sur l'étranger, et qu'il est devenu le plus grand centre français de cartographie thématique.

Le Système d'information géographique

Quatre grands fichiers forment un système d'information géographique. FLOCC (Fichier des limites, ordres et centres de circonscriptions) a toutes les coordonnées utiles pour les fonds de cartes, dont toutes les communes françaises et les îlots d'un certain nombre de villes; il a bénéficié de la coopération de l'Institut géographique national. FICUS (Fichier des indicateurs et caractères des unités spatiales) compte plusieurs milliers de données statistiques sur chaque commune, canton, zone d'emploi, département, etc. du territoire français, métropolitain et d'outre-mer, obtenues avec la collaboration de grandes institutions comme l'INSEE, et des ministères, membres ou non du GIP. FIGUIER (Fichier « Géographie universelle » d'indicateurs sur les états et leurs régions) rassemble les statistiques sur les circonscriptions d'un certain nombre d'États du Monde, à des niveaux variables. ODILE (Observatoire de la dynamique des implantations et localisations d'équipements) est le fichier des créations, suppressions ou transformations décrit plus haut. Tous ces fichiers sont régulièrement étendus, enrichis et mis à jour. Ils représentent un stock d'informations de l'ordre de trois milliards d'octets.

Comme toutes les bases ont été harmonisées, et sont stockées au Centre de calcul de Montpellier, on peut mobiliser simultanément des informations venant de plusieurs sources, ce qui représente un atout essentiel pour nombre d'études. Les deux premiers

fichiers ne sont pas cessibles, mais sont à la disposition de toutes les équipes associées au GIP. Les deux derniers peuvent être interrogés et des extraits peuvent en être vendus. ODILE sera consultable sur Vidéotex, ainsi, peu à peu, que les catalogues des autres fichiers.

Les équipements

La Maison de la Géographie a été dotée d'un important équipement de traitement de données et de cartographie, essentiellement formé de terminaux IBM et Tektronix branchés sur le Centre de calcul. Par ailleurs, il a une batterie de micro-ordinateurs, dans les deux univers IBM-PC et Macintosh, qui servent à différents travaux et notamment à la PAO (publication assistée par ordinateur). Il dispose aussi d'un équipement de production d'images de synthèse et de vidéo. Au total, une cinquantaine d'appareils divers.

Ses ingénieurs ont mis au point, à partir de logiciels éprouvés, des programmes qui ont résolu quelques problèmes majeurs, comme l'addition des capacités de SAS et d'UNIRAS (logiciel UNISAS) et l'utilisation de Postscript pour sortir, sur composeuse Linotronic, les films séparés des couleurs de base des cartes par ordinateur, assurant ainsi une qualité de photogravure de haute définition (logiciel UNILINO).

Par ailleurs, plusieurs équipes du réseau ont été aidées dans leurs investissements matériels par le GIP. Elles ont développé des systèmes originaux de cartographie sur micro-ordinateur, dont certains, comme le progiciel Edicart de Rouen, sont commercialisés. Le réseau peut ainsi s'appuyer, à Strasbourg, Rouen, Besaçon, Nice, Paris, etc., sur des équipes de compétences complémentaires.

La Maison de la Géographie

Équipée sur environ 1 300 m² utiles, la Maison de la Géographie a également installé une bibliothèque, un atelier de photogravure, un atelier vidéo et un atelier de cartographie manuelle. Elle représente désormais un investissement auquel les collectivités locales sont très attachées. Elle reçoit continuellement des stagiaires et des chercheurs en court ou long séjour. Au total, environ 35 personnes y travaillent en permanence.

Ces acquisitions en données, en moyens d'exploitation des données et en savoir-faire, accessibles en tout point du réseau et au-delà, ont substantiellement modifié la position même des géographes français vis-à-vis des pouvoirs publics et d'autres interlocuteurs. L'acquis qu'elles représentent n'a de sens évidemment que s'il est constamment mis à jour, entretenu et enrichi par les toutes dernières innovations. Au fond, le niveau d'exigence qui avait été établi à l'origine n'a fait que s'élever.

Les activités associées

Le GIP est engagé depuis le début dans un ensemble d'activités qui accompagnent nécessairement ces opérations. Les unes les précèdent et en sont même la condition, les autres sont induites.

Les publications

Le GIP a dû s'engager rapidement dans une politique de publications, destinée à la fois à rendre son travail visible, à répondre à l'objectif de liaison entre la recherche et la communication, à diffuser des instruments de travail au réseau, à montrer aux institutions membres, et au-delà, ce que pouvaient apporter de nouvelles approches et de nouveaux moyens en géographie. Afin de sortir des habitudes universitaires d'édition confidentielle, il s'est efforcé de traiter avec des éditeurs professionnels. Il s'est également soucié des nouveaux média.

C'est ainsi qu'ont été prises, en accompagnement des trois grands programmes, plusieurs initiatives. Des atlas ont été coédités avec Fayard, sur *l'Espagne*, *le Brésil*, *la Chine*, les *Zones franches dans le Monde*, les *Sports en France*. D'autres sont en voie d'achèvement sur *le Pacifique Sud*, les *Pêches et aquacultures en France*, les *Villes en France*, les *Votes des Français*, *le Monde des satellites*, les *Multinationales dans le Monde*, etc. Ils ont notamment pour objet de montrer tout le parti que l'on peut tirer de nouvelles représentations (modèles graphiques), et de traiter des informations inédites ou mal connues.

Des efforts de transcription cartographique sur Vidéotex (Minitel) ont été accomplis, soutenus par le GIP à Paris, Aix et Montpellier en trois programmes expérimentaux (villes françaises, données sur la Provence et le Languedoc). Une collection de cartes sur disquettes Macintosh (« micro-atlas ») a été ouverte à l'initiative d'Hervé Théry. Le GIP a également préparé pour des éditeurs scolaires des séries de cartes sur diapositives et des cartes de manuels.

L'importance de la carte dans les activités du GIP a justifié la publication (coédition Fayard) de *La carte mode d'emploi*, ainsi que d'un ouvrage collectif sur *La carte et les modèles à l'école*. Elle nous a incités à concrétiser une proposition de Robert Ferras en créant *Mappemonde*, lancée en 1986 comme revue internationale de cartographie en couleurs, interdisciplinaire, et accordant un maximum de place à la carte elle-même. Tenir une telle revue est une lourde charge, d'autant que le GIP a hérité du secrétariat de rédaction de *L'Espace géographique*. Mais son succès nous en récompense, tout en prouvant qu'il y avait un réel besoin.

RECLUS a également lancé une collection méthodologique, « Reclus modes d'emploi », qui a publié douze titres et qu'il diffuse directement. Il a collaboré à plusieurs autres publications avec des institutions publiques ou à la demande d'éditeurs (cf. *La vérité sur l'emploi en France* chez Larousse). D'autres projets vont sans doute voir le jour. Ces publications ont entraîné évidemment une certaine activité médiatique, des reportages de journalistes, etc. La géographie commence à apparaître dans quelques grands média, et les travaux de RECLUS y ont une place de choix.

Les recherches

Derrière ces publications sont des recherches actives, qu'il est difficile de mesurer puisque, dans de nombreuses équipes du réseau, elles se confondent avec les lignes de recherche mêmes de ces équipes. Le GIP a néanmoins conduit à infléchir les rythmes et les directions. Il faut distinguer trois domaines, bien qu'ils entretiennent naturellement d'étroites relations entre eux.

En matière de recherche fondamentale, l'accent est mis par définition sur les dynamiques des localisations et, plus généralement, sur les modes de production de

l'espace. Des recherches théoriques et méthodologiques sont en cours sur l'interaction spatiale, sur les systèmes et les structures, sur les formes du territoire et des distributions, sur les stratégies des acteurs, sur les représentations. L'écriture de la *Géographie Universelle* a entraîné débats ardents et colloques passionnés sur la géographie régionale, son sens, sa place, ses méthodes, ses expressions. Le GIP, dont les liens avec la rédaction de *L'Espace géographique* et le groupe Dupont sont étroits, bien qu'il ait attiré très au-delà, est au cœur de ces débats et recherches de fond.

En matière de recherche méthodologique et technique, le GIP a suscité, et accompli, des travaux nouveaux sur la carte, ses contenus, ses fonctions, ses modes de production. Cela se marque au développement de la modélisation, tant dans la recherche que dans l'enseignement; des images nouvelles, en trois dimensions, par anamorphose, etc.; des modes de traitement des données pour l'analyse et la représentation cartographiques, tels que cartographie de résidus, de tendances, de typologies factorielles, etc. Des chercheurs et des ingénieurs ont créé de nouveaux logiciels. D'importants travaux théoriques et pratiques sont en cours sur les méthodes de carroyage à plusieurs échelles, les représentations et adaptations que l'on en peut tirer. D'autres se réfèrent aux approches de la reconnaissance des formes. Les liaisons avec la télédétection sont devenues étroites. Les besoins de l'*Atlas de France* ont également entraîné de nouveaux travaux sur les représentations de l'environnement et des milieux physiques.

En matière de recherche appliquée, le GIP a été sollicité par des institutions publiques qui l'ont amené à faire de très grands efforts dans les domaines de l'emploi et de l'entreprise, des villes et des axes de développement. Parti d'une situation où les géographes avaient très peu travaillé sur l'emploi, le GIP est devenu l'un des lieux spécialisés de recherche sur l'emploi, le chômage, les qualifications, les formations (notamment dans l'équipe PARIS et à Montpellier). Il a dû également se pencher sur les performances des entreprises industrielles, sur la concurrence entre villes, et de plus en plus sur les structures et dynamiques de l'espace européen. Plusieurs équipes régionales travaillent maintenant à fond sur les dynamiques locales de l'emploi et des entreprises, et le GIP est consulté ou appelé régulièrement dans diverses régions. Des institutions publiques, des collectivités locales, et même à présent des entreprises demandent « de la carte » thématique, et des interprétations.

Formation

Tout cet ensemble a appelé des initiatives dans le domaine de la formation également. Dès l'origine, la création du GIP a orienté des sujets de thèses, des attributions d'allocations de recherche, puis de bourses. Le GIP est associé à deux formations de DEA (Diplôme d'études approfondies, préparation au doctorat), et sollicité par diverses institutions d'enseignement professionnel. La Maison de la Géographie reçoit couramment des stagiaires. Le GIP a suscité deux groupes de liaison chargés de coordonner des initiatives pédagogiques concernant la géographie dans les enseignements secondaire et primaire.

CE QUE DIT L'EXPÉRIENCE

Le GIP RECLUS représente plus qu'une expérience, mais il est aussi une expérience. À ce titre, on peut déjà tirer quelques enseignements, et discuter de quelques choix. Il

s'agit évidemment d'une analyse personnelle, subjective, dont les éléments sont davantage exposés dans un but de discussion que comme conclusions assurées.

Il apparaît qu'un large public a réellement faim d'images géographiques. Il demande à en savoir plus sur le territoire, et à y reconnaître quelque ordre. La profusion d'images délivrées par les média n'y est pas pour rien. Il faut à ce public des repères. C'est au géographe de lui en donner. Or ce public est aussi bien le « grand public » que les professionnels de l'administration et, chose nouvelle, peu à peu, de l'entreprise.

À cet égard la carte thématique est en plein essor. Même l'austère Institut national de la statistique s'y met résolument. Devons-nous nous en offusquer, même s'il arrive que l'on confonde aisément le cartographe et le géographe ? Non, et pour des raisons de fond : ce mouvement nous porte, et ne nous déporte pas. Comme instrument de recherche et comme instrument de communication, la carte est notre meilleur atout. Le danger serait au contraire de regarder faire : car de toutes façons, micro-ordinateurs aidant, tout le monde va faire de la carte ; mieux vaut en assumer les exigences, pour en maîtriser les dérives.

Le GIP a délibérément privilégié la carte, même si, dans la *Géographie Universelle*, le texte est de loin l'essentiel. Parfois avec excès, dans de premiers atlas où l'on a sans doute trop feint de croire qu'elle parlait toute seule. La conjoncture technique permettait de la faire servir massivement à l'analyse. La conjoncture médiatique ouvrait grande la porte. Mais nous savons tous, parce que nous ne sommes pas cartographes, que la carte n'est qu'un outil, et n'est, pour nous, jamais une fin.

Ce qui nous intéresse est de comprendre où vont les territoires, et comment. Où vont les disparités et les iniquités. Où « les choses se passent ». Quels en sont les enjeux, les acteurs, les stratégies. Il est de plus en plus évident qu'en la matière la carte est un très bon outil de recherche. Ce n'est pas nécessairement la même carte qui fait passer le message issu de la recherche.

Ce qui intéresse certaines institutions, publiques ou non, est justement notre capacité à apporter d'autres réponses, des réponses nouvelles, à leurs questions. Ce que l'on nous demande, c'est de donner d'autres éclairages à des problèmes lancinants : la nature, la structure et les rythmes du chômage ; ses rapports avec la formation et la qualification ; comment recaser 30 000 sidérurgistes, quels bassins d'emploi auraient le plus de chances de les absorber en reconversion ; où et dans quelles conditions des petites et moyennes entreprises industrielles réussissent, et ce que l'on peut tirer de l'analyse territoriale des résultats des entreprises voisines, allemandes par exemple. Or on nous demande, pour ceci, d'employer exactement nos propres méthodes de géographes, et non d'imiter les économistes ou les politologues, qui disent fort bien ce qu'ils ont à dire. Nos interlocuteurs trouvent que nous disposons à cette fin d'une originalité d'approche, d'instruments particuliers, et d'une certaine capacité de traitement.

C'est bien de *géographie* que l'on parle. La réussite du GIP sera peut-être d'avoir établi cela, avec les moyens d'y répondre. Et, qui sait, d'en avoir convaincu des géographes mêmes.

L'un des enjeux est d'introduire quelque sérénité dans la double relation du chercheur à l'exigence théorique et à la « demande sociale ». Il apparaît, en l'affaire, qu'en ce qui nous concerne l'un nourrit l'autre sans faiblesse, et ce n'est pas une simple formule commode : cela se vit tous les jours.

Un autre enjeu est évidemment la géographie dite régionale. Les choix de recherche, et la définition même des trois grands programmes, sont tout à fait délibérés. Leur réalisation et leurs prolongements nécessaires montreront qu'il ne sert à rien d'affubler la géographie d'épithètes, qu'il n'y a nulle rupture entre une prétendue géographie « économique », ou « sociale », etc. et une géographie dite « régionale », pas plus qu'il n'y en a entre la recherche de lois de la production de l'espace et l'analyse d'espaces particuliers. C'est en faisant de la « régionale » que l'on apporte des éléments de réponse originaux à de lourdes questions sociales; et inversement. RECLUS a dans ses ambitions, chemin faisant, de contribuer au recentrage de la discipline, et de participer à cette « convergence » déjà évoquée par Gould et Olsson. Sur pièces, et non sans débats.

Les premières années du GIP nous ont également montré à quel point est fructueux le travail collectif, et à quel point il est difficile de travailler en réseau. Les réunions de l'*Atlas de France* ont permis d'aborder quantité de problèmes de représentation, de mesure, de vérification, ont fait débattre de l'autocorrélation autant que de la discrétisation; elles ont été assez larges pour qu'à chaque question posée quelqu'un ait pu donner une réponse, ou presque; pourtant le résultat sera forcément au-dessous de nos espérances, si vaste est l'ampleur des problèmes perçus, sans parler de ceux qui n'ont pas été perçus, si restreintes sont les possibilités réelles d'engagement du temps de travail des participants: la tâche de l'équipe centrale reste lourde. Les réunions de la *Géographie Universelle* ont été très suivies, et riches de contenu théorique; les plans, les concepts, les modes d'écriture y sont discutés pied à pied; ici l'engagement des auteurs est plus profond, parce qu'au fond l'œuvre d'écriture d'un livre est plus individuelle. Les insatisfactions viendront d'ailleurs: des limites à l'information; des limites de la pagination; des limites de nos talents personnels. Les tentatives et expérimentations de l'ODL sont plus difficiles: le travail de veille et de constitution de fichiers est plus ingrat, encore marginal et précaire, sauf précisément là où il réussit, changeant alors les dimensions de la recherche.

Dans l'ensemble, ces programmes ont profondément touché le travail de certaines équipes. Il n'en ont qu'effleuré d'autres, ce qui est naturel. À l'heure actuelle, on peut surtout regretter que, dans une situation de pénurie d'embauche, ils n'aient pas influencé, ou si peu, les recrutements et les programmes de recherche des jeunes géographes. Aussi, le GIP se trouve-t-il limité dans ses « ressources humaines », alors qu'il est massivement sollicité.

CONCLUSION

Il est trop tôt pour dire quelles transformations RECLUS aura réellement introduites ou facilitées. Et pourtant, créé pour six ans, il doit déjà songer à ses suites. Il faudra régler le sort de l'énorme stock d'informations, de matériel et de compétences rassemblé à la Maison de la Géographie et coordonné à travers le réseau. Il faudra réfléchir à l'apport des nouvelles méthodes de l'analyse régionale et du traitement de la carte. Il est probable que le GIP, maintenu ou transformé, va devoir travailler encore plus sur l'espace européen, sur l'image géographique et sur les méthodes d'analyse spatiale.

Pour le moment, il a apporté quelque chose aux géographes français, en les rendant maîtres d'un puissant stock de données organisées, des moyens matériels et intellectuels de les faire vivre en faisant vivre les représentations des territoires, et en étendant leur notoriété. L'impact réel de l'*Atlas de France* et de la *Géographie*

Universelle ne se mesurera qu'en 1989, et après. Les journaux et les collègues nous diront s'ils sentent bouger la géographie. Quant au « repositionnement » de la géographie française dans la géographie mondiale, c'est aux autres de l'apprécier. RECLUS n'est pas en charge de ces deux derniers « programmes »-là : il a les siens, qui lui suffisent bien, et qui ont déjà entraîné beaucoup d'autres activités associées. On verra si, de surcroît, il a fait se modifier quelques images.

(Acceptation définitive en avril 1988)